Voix plurielles
Volume 3, Numéro 1 : mai 2006

Julie Gigliotti

**Le Collège des Grands Lacs et la diversité :
Épanouissement de la francophonie et défis à relever**

Citation MLA : Gigliotti, Julie. «Le Collège des Grands Lacs et la diversité : Épanouissement de la francophonie et défis à relever.» *Voix plurielles* 3.1 (mai 2006).

Le Collège des Grands Lacs et la diversité : Épanouissement de la francophonie et défis à relever

Julie Gigliotti
Université McMaster

Mai 2006

Résumé

Cet article se penche sur le rôle important que jouent les institutions dans l'épanouissement d'une communauté. Il précise certains des facteurs qui contribuent à la formation identitaire collective et individuelle. Cette discussion sert à encadrer l'étude du cheminement d'une institution franco-ontarienne qui est d'actualité. L'article présente le cas du Collège des Grands Lacs en guise d'exemple des défis à relever par la francophonie du centre-sud-ouest de l'Ontario, une population aux prises avec l'assimilation linguistique. Enfin, l'article remet en question le bien-fondé de la décision de fermer cette institution en soulignant les conséquences néfastes de ce geste controversé pour une population francophone diverse et dispersée.

L'éducation, l'identité et la culture se côtoient à l'école. Les institutions scolaires sont les lieux privilégiés de la promotion et du développement social et culturel de l'individu et de la collectivité. Sur le plan historique, en Ontario français, les milieux d'éducation ont été au cœur de notre combat pour la survie. Il y a dix ans, nous célébrions la mise sur pied de quatre conseils scolaires et trois collèges de langue française, qui étaient le résultat d'« un des mouvements de pression les mieux organisés de l'histoire franco-ontarienne »¹. Et pourtant, le 4 octobre 2001, la communauté francophone du centre-sud-ouest de l'Ontario a vu l'annonce soudaine de la fermeture immédiate de son unique collège francophone, le Collège des Grands Lacs. Il s'agit d'un événement historique ayant de sérieuses conséquences pour la communauté franco-ontarienne, et qui se manifestent même trois ans après les faits. Nous allons explorer le parcours qu'a suivi cette institution d'éducation postsecondaire à partir des événements qui ont mené à sa conception jusqu'à la situation résultant de sa fermeture. Par contre, avant d'entamer cette discussion, il serait utile d'aborder quelques éléments contextuels qui nous permettront de mieux cerner l'envergure des conséquences résultant de la perte de cette institution. Pour ce faire, nous nous pencherons brièvement sur les notions de l'identité franco-ontarienne, sur le contexte régional en Ontario français, sur la fonction communautaire des institutions, ainsi que sur l'importance des institutions d'enseignement pour une communauté linguistique minoritaire.

Au Canada, le français est l'une des deux langues officielles. Il s'agit d'un droit qui a été

accordé à tous les citoyens canadiens et toutes les citoyennes canadiennes, entre autre dans le but de « favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones, au titre de leur appartenance aux deux collectivités de langue officielle, et [à] d'appuyer leur développement et [à] de promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne »². De plus, en Ontario « la Loi de 1986 sur les services en français garantit le droit de recevoir des services en français [...] des ministères et organismes gouvernementaux et de leurs bureaux situés dans l'une des 23 régions désignées » (franco.ca 2005). Cela veut dire qu'en principe, chaque citoyen et chaque citoyenne de l'Ontario a le droit de recevoir des services en français des organismes gouvernementaux provinciaux et fédéraux. Bien que le principe du bilinguisme soit bien articulé dans la loi, à toutes fins pratiques, il est difficile de vivre pleinement en français ou même de s'identifier de façon cohérente en tant que Francophone hors du Québec. Pour une communauté francophone telle que celle de l'Ontario, dispersée et dont le tiers des membres sont nés hors de la province³, le sens d'une appartenance identitaire commune qui rassemble une communauté et lui permet de revendiquer ses droits collectifs, ne va pas de soi.

La formation de l'identité franco-ontarienne est un sujet qui préoccupe plusieurs chercheurs. Plusieurs d'entre eux, dans divers domaines d'étude, reconnaissent le lien important qui existe entre les concepts de l'espace et la conception identitaire de l'individu au sein de la société.⁴ Jean Bacon affirme que les identités sont à la fois individuelles et collectives et que celles-ci sont le résultat des interactions au sein d'un groupe de personnes, qui se passent dans l'arène publique⁵. En d'autres termes, les identités individuelles et collectives que nous formons sont basées sur nos interactions sociales. Dans tout contexte social donné, il semble nécessaire de tenir compte de l'aspect culturel de cette société. La culture peut « [constituer] la somme des comportements, des savoir-faire, des techniques, des connaissances et des valeurs partagés et transmis par les membres d'un groupe »⁶. Une culture se maintient beaucoup plus facilement dans un milieu social homogène. Cet état d'homogénéité n'existe pas dans le cas de l'Ontario français, où « tous [...] les Franco-Ontariens ne disposent pas du même réseau d'échanges, et du même registre d'interprétations et de motivations à utiliser à leur profit »⁷. Nous pouvons donc constater des différences significatives quant au niveau des réseaux institutionnels des différentes régions de la province et quant à la population francophone qui les occupe. Certes, « qu'on parle de diversification, de pluralisme, d'hétérogénéité, d'éclatement, de fragmentation, le point de vue est le même: celui d'une communauté qui n'a plus l'unité qui a longtemps fait sa force »⁸.

Pour assurer la survie, et pourrions-nous même souhaiter ... l'épanouissement d'une communauté minoritaire, il doit exister en tout temps, un espace culturel collectif. Dans ce sens, « [l]e territoire de la communauté franco-ontarienne, formé d'un faisceau de pratiques à différentes échelles spatiales, agrège [les] différentes dimensions de [la] vie personnelle, en les ordonnant, les hiérarchisant »⁹. L'individu arrive à se construire une identité personnelle et collective à partir de ses pratiques et celles des autres, dans le cadre des faisceaux de pratiques auxquels il participe sur le territoire qu'il occupe. Il se crée alors un concept de lui-même en fonction de l'organisation de son milieu et en fonction du sens qu'il lui accorde. Gilbert précise en grand détail les modalités d'imbrication des divers espaces dans le contexte franco-ontarien pour affirmer que « [l]e territoire qu'on s'approprie, dans lequel on s'enracine et qui devient ainsi foyer d'appartenance, participe directement à l'identité individuelle et collective »¹⁰.

Chez Anne Gilbert, un élément intéressant se dégageant de la discussion de l'espace est celui de la place privilégiée qu'elle accorde à des lieux précis. Les institutions francophones sont des lieux qui témoignent de la vitalité de la communauté et permettent le partage « entre elles [du] maximum d'informations financières et stratégiques, des ressources, des produits et des services. »¹¹. C'est par l'usage que l'on fait des lieux et des organisations, que l'on atteint le sentiment d'enracinement et d'appartenance qui est nécessaire à la construction de l'identité. Ces lieux et le réseau qu'ils forment à l'intérieur du territoire ainsi qu'avec l'espace extérieur jouent un rôle important dans la conception identitaire. L'histoire illustre bien le rôle clé des institutions dans la représentation identitaire des francophones. Selon Yves Frenette, « les ratés et les scissions au sein du réseau institutionnel reflètent une réalité sociale fondamentale : à partir de la Première Guerre mondiale, les petites gens du Québec ont de moins en moins de contact avec le Canada français outre frontières »¹². Pendant cette période, l'identité québécoise se distingue de l'identité des Francophones hors Québec et cette distinction se révèle par les séparations qui se créent au niveau du réseau institutionnel. Au Québec, les Francophones, devenus Québécois, se concentrent sur l'appropriation de leurs propres institutions dans le but de créer un état fort, s'identifiant de moins en moins avec les Francophones à l'extérieur de leur territoire privilégié. Cette situation fait en sorte qu'à l'extérieur du Québec, la quête identitaire devient plutôt « le combat pour la Survivance »¹³. Ce combat se manifeste principalement sur le plan politique et au niveau des lieux et des institutions francophones.

En Ontario français, un sentiment d'appartenance aux lieux démontre une identité distincte qui se présente sur le territoire. Ce sentiment d'appartenance s'annonce par contre autrement que dans le passé. Ainsi que nous avons déjà constaté, les identités franco-ontariennes témoignent d'une diversité régionale et dans ce contexte, il est notable que la conception identitaire est « concrétisée sur un espace, par des jeux de pouvoir gérés par le droit ou encore par les représentations et l'imaginaire, qui lui donnent sa valeur et sa connotation symbolique »¹⁴. Bien que tous les Franco-Ontariens vivent une situation minoritaire commune, le contexte régional dans lequel nous nous retrouvons fait en sorte que nos identités culturelles présentent des nuances. L'importance réelle et symbolique que nous accordons à nos institutions influence la façon dont nous nous percevons en tant que Francophones. N'est-il pas plausible de dire que la force du réseau institutionnel minoritaire réduit les effets de l'assimilation à la culture dominante?

La francophonie en Ontario se trouvait et se trouve toujours aux prises avec l'assimilation. Selon une étude de Gilles Grenier, malgré la vitalité que manifestent les institutions franco-ontariennes, la menace de l'assimilation linguistique demeure toujours¹⁵. Dans son analyse de l'assimilation linguistique, il note que le taux d'assimilation des Franco-Ontariens à la langue majoritaire ne diffère pas beaucoup de celui d'autres groupes ethniques, en dépit du fait que nous avons nos propres écoles et institutions. De plus, il attribue le taux d'assimilation au fait que les parents de langue maternelle française transmettent l'anglais comme langue maternelle à leurs enfants¹⁶. Devant un taux d'assimilation formidable, atteignant son sommet de 63.1% dans la région du centre-sud-ouest de l'Ontario¹⁷, force est de constater que la lutte pour la préservation de la langue française est loin d'être gagnée. Bien que nos institutions soient en place, cela n'est pas suffisant pour assurer la survie culturelle des Franco-Ontariens. Nul ne peut contester la composante importante que constitue la langue dans la construction de l'identité franco-ontarienne. C'est pour

cette raison que les Franco-Ontariens ont toujours mené une lutte acharnée pour s'assurer que l'éducation de leurs enfants se fasse en français. Selon le sociologue Raymond Breton, les écoles « sont [...] des instruments principaux pour transmettre la langue, la culture, [et] les valeurs d'une société »¹⁸.

En Ontario jusqu'en 1967, « les militants [de la Survivance] dépensent leur énergie à préserver un réseau institutionnel pratiquement en vase clos, éprouvant [...] la crainte justifiée de susciter l'opposition de la majorité anglophone »¹⁹. Aux prises avec l'assimilation, les Franco-Ontariens se retrouvent dans un contexte social précaire qui rend la revendication de leurs droits difficile. Les luttes se déclarent surtout au niveau du maintien et de la création des écoles de langue française, ainsi qu'au niveau de la revendication d'un plus grand pouvoir décisionnel au sein des conseils scolaires²⁰. Et les Franco-Ontariens ont réussi à agrandir le réseau des écoles primaires et secondaires francophones à travers la province. Ils ont réussi à établir des structures de gouvernance et de gestion autonomes au niveau des conseils scolaires. Au niveau de l'éducation postsecondaire, la création des collèges de langue française s'est faite en deux étapes avec la naissance de la Cité collégiale en 1990, suivie de l'arrivée du Collège Boréal et du Collège des Grands Lacs cinq ans plus tard. Nous verrons par contre que ces trois institutions connaissent des différences considérables quant aux assises sur lesquelles elles sont fondées et aux ressources qui leur sont accordées.

Dans leur rapport de recherche intitulé *La transition vers nos établissements d'enseignement en Ontario français*, Gilbert et Richer constatent les défis qu'ont engendrés les inégalités institutionnelles régionales quant à la création de nouvelles structures. Ces auteurs précisent que :

Les trois régions de l'Ontario étaient loin d'être égales en ce qui a trait à la diversité et à la qualité des programmes collégiaux qui étaient offerts en français ou sur un mode bilingue et dont ont hérité les collèges de langue française. Les ressources humaines y étaient inégalement réparties et ne pouvaient être intégrées aux nouveaux collèges. Elles étaient loin de pouvoir offrir la même gamme de services communautaires à l'appui des établissements à naître. Peu importe les atouts du Collège des Grands Lacs [...], celui-ci ne partait pas sur le même pied que les deux autres collèges de la province²¹.

Si le Collège des Grands Lacs est défavorisé sur le plan des ressources pédagogiques, physiques et humaines dès le départ, il l'est également au niveau du financement comparativement à ses homologues des autres régions. La Cité collégiale reçoit 98,2 millions de dollars en subventions de démarrage. Pour sa part, le Collège Boréal obtient 57,3 millions de dollars de financement. Quant au Collège des Grands Lacs, fondé sur les assises les plus précaires, et qui dessert la région la plus vaste et la clientèle la plus dispersée, il ne se voit accorder que 15,7 millions de dollars. Contrairement aux deux autres collèges qui consacrent la plupart de leurs budgets de démarrage à l'établissement de leurs locaux, « les deux tiers de [la somme accordée au Collège des Grands Lacs vont] au développement des programmes et services »²². Devant ces faits troublants, devons-nous même questionner la raison d'être des difficultés qui ont accablé le collège pendant sa courte existence? Il faut avouer que le nombre et la complexité de ces difficultés nécessiteraient un article à eux seuls. Selon l'analyse de Raymond Breton, le Collège des Grands Lacs, comme toute institution nouvelle, souffre de la précarité de la nouveauté, c'est-à-dire que les problèmes, « qu'ils soient administratifs ou dans la performance des tâches spécifiques à cette organisation sont souvent dus au fait que l'organisation n'a pas encore acquis l'expérience nécessaire. En [d'autres

mots] il n'y avait rien à se surprendre [sic] que ces problèmes existaient ».²³

Il est important de ne pas perdre de vue le rôle qu'a joué cette institution dans le développement de la communauté francophone du centre-sud-ouest. Cet établissement postsecondaire se donnait comme mission « de privilégier l'épanouissement de la diversité culturelle des communautés francophones qu'il desser[vait] dans la région du centre-sud-ouest de l'Ontario, de promouvoir la langue française et de favoriser le développement économique des Francophones »²⁴. N'est-ce pas une contribution importante et nécessaire pour la communauté en question? Surtout en tenant compte du fait « que [...] les Franco-Ontariens sont généralement moins scolarisés que [...] les Ontariens de langue anglaise et qu'une culture collégiale n'existe pas dans toutes les régions de la province »²⁵. Au Collège des Grands Lacs, une culture collégiale se bâtissait. Dans ces lieux se développaient des expertises dans divers domaines, tels que les sciences commerciales, technologiques et sociales. Le collège constituait un lieu de rassemblement pour la communauté francophone du centre-sud-ouest et un symbole important de sa vitalité. D'un seul geste prématuré et décisif, ce centre culturel et éducatif vital fut supprimé. Le gouvernement provincial a brimé les droits des Francophones en Ontario en fermant le Collège des Grands Lacs.

L'absence d'une institution postsecondaire a-t-elle des conséquences sur l'identité et la culture franco-ontarienne? Sans aucun doute. Il suffit de faire appel à un auteur pour nous en convaincre. En 1979, Patrice Desbiens présentait ainsi la réalité quotidienne des Franco-Ontariens dans son poème « la chérie canadienne » :

je vis à toronto ontario.
j'ai un larousse de poche
avec 32,000 mots.
je trébuche sur ma langue.
ma langue se détache de
ma bouche.
elle se tortille, elle frémit
comme un chien mourant
sur la rue yonge.
vive le québec libre²⁶.

Cet écrivain débute sa carrière littéraire en 1969 en tant que journaliste au Ryerson Polytechnical Institute Newspaper à Toronto. Bien que les défis qu'il lui faut relever pour vivre en français hors du Québec aient alimenté une poésie ironique de la dépossession, nous ne pouvons que spéculer sur l'impact qu'aurait eu l'offre d'un programme collégial français en journalisme pour faciliter son épanouissement artistique ainsi que celui de ses confrères et de ses consoeurs. Et, si ce service avait existé à la fin des années soixante, lors de la création des premiers collèges communautaires, n'est-il pas raisonnable de dire que la communauté francophone et les générations suivantes en auraient été les bénéficiaires?

Dans un article récent sur André Paiement, un dramaturge, poète et musicien nommé « père de la francophonie ontarienne »²⁷, Gaston Tremblay décrit le contexte dans lequel les artistes franco-ontariens ont dû se développer. Il précise que :

Vu l'absence d'infrastructures, les agents producteurs sont consacrés prématurément par leur communauté qui reçoit leurs premières prestations comme une célébration de leur identité. Le rythme de leur ascension fulgurante est difficile à soutenir étant donné le manque d'encadrement administratif, technique et artistique. Ceux qui [...] veulent faire une carrière dans les arts doivent quitter leur région ou s'employant à construire de toutes pièces des infrastructures artistiques nécessaires, ce qui est épuisant et même accablant²⁸.

Encore une fois, nous ne pouvons que spéculer sur les avantages de la mise en place de programmes tels que l'art dramatique, la musique et la production cinématographique pour la communauté franco-ontarienne, surtout en l'absence de l'appui politique du Québec pour la revendication des institutions et des services en français hors de la province.

Certes, des préoccupations de ce genre ont certainement motivé les Francophones de l'Ontario à revendiquer « un ensemble cohérent et complet de services d'éducation de qualité dans sa langue aux paliers collégial et universitaire »²⁹. Pour venir en appui à ce cri d'alarme de la communauté franco-ontarienne des années quatre-vingt, « [d]es études commandées par le gouvernement provincial lui-même confirmaient [...] qu'il n'était plus possible de vivre avec le statu quo »³⁰. La Cité collégiale, le Collège Boréal et le Collège des Grands Lacs partageaient la même raison d'être. Comment se fait-il alors que de ces trois collèges de langue française, qui ont été acquis grâce à l'acharnement et à la solidarité de la communauté franco-ontarienne, il n'en reste que deux? Pourquoi avons-nous choisi de fermer le Collège des Grands Lacs? D'ailleurs cette fermeture existe sur papier seulement, puisqu'en réalité le collège a toujours un conseil d'administration et un nombre inconnu d'employés. Le collège encourt encore des frais d'avocats et de consultants. Comment peut-on justifier qu'une décision si importante soit prise à huis-clos sans aucune consultation communautaire et en l'absence d'un plan pour assurer le maintien des services existants? Pour les Francophones du centre-sud-ouest de l'Ontario, région dont la culture collégiale était et demeure la plus précaire, la question fondamentale qui s'impose est la suivante : Où est-ce que nos enfants, futurs militants de la survivance, futurs entrepreneurs et futurs artistes franco-ontariens, peuvent-ils poursuivre leurs études postsecondaires en français?

Lors de la fermeture du Collège des Grands Lacs, le gouvernement provincial a mandaté le Collège Boréal pour offrir les services sur le territoire du centre-sud-ouest pour combler le vide créé par leur décision. Malheureusement, les services offerts n'ont pas la même envergure que ceux de l'institution précédente et par ce fait ne répondent pas adéquatement aux besoins des Francophones du centre-sud-ouest de l'Ontario, tel que l'atteste l'extrait suivant :

[Le Collège Boréal] offre présentement de la formation dans une aile du Collège Centennial à Toronto [ainsi que quelques cours à Hamilton]. [...] Le Collège Centennial est une institution anglophone. Tout se déroule en anglais à l'extérieur de la salle de classe. Un campus francophone à l'intérieur d'un collège anglophone constitue un recul historique pour la communauté francophone de la région³¹.

De plus, notons que le siège administratif du Collège Boréal se trouve à Sudbury et que les

membres représentant les Francophones du centre-sud-ouest de l'Ontario au sein du conseil d'administration de l'institution ne constituent qu'une faible minorité. Certes, il est difficile de comprendre comment cette structure pourrait être avantageuse pour l'avancement de la communauté anciennement desservie par le Collège des Grands Lacs.

Pouvons-nous nier l'impact positif du Collège des Grands Lacs sur la francophonie au centre-sud-ouest de l'Ontario? Citons comme exemple les services à la petite enfance de la région qui dépendaient des diplômées du programme de Garde éducative à l'enfance pour assurer l'offre de leurs programmes. Selon un reportage à Radio-Canada présenté le 15 février 2005, l'Association francophone à l'éducation des services à l'enfance de l'Ontario relève un besoin d'environ trente éducatrices et éducateurs à la petite enfance. Cette pénurie est le résultat direct de la fermeture du Collège des Grands Lacs³². L'apprentissage de la langue française pendant la petite enfance est l'un des éléments-clés dans le combat de la survivance, et il est essentiel pour le maintien de ces services. D'autre part, qu'en est-il des diplômés du Collège des Grands Lacs qui oeuvrent dans toute une gamme d'organismes francophones, tel que le Centre médico-social de Toronto et TFO, pour ne citer que ces deux exemples. Enfin, pouvons-nous ignorer les protestations des étudiantes et des étudiants qui fréquentaient le Collège des Grands Lacs au moment de sa fermeture et qui affirmaient leur attachement à l'institution? Ces étudiants qui ont dû soit quitter la région pour continuer leurs études en français, soit étudier en anglais, soit abandonner leurs études, mènent actuellement des poursuites judiciaires contre le gouvernement provincial et le Collège.

La fermeture du Collège des Grands Lacs constitue un recul historique pour la communauté francophone du centre-sud-ouest de l'Ontario. Il est plausible de dire qu'elle a causé des torts sérieux au développement social et identitaire de cette collectivité. Il serait dommage que la communauté accepte avec complaisance le statu quo qui lui est imposé par le gouvernement provincial. Pourquoi n'aurait-il pas droit à son propre collège, comme ses confrères au nord et à l'ouest de l'Ontario? Il ne semble pas trop tard pour revendiquer la pleine existence de cette institution comme une nécessité vitale. D'ailleurs, cette institution existe toujours sur papier. Ceci est d'autant plus urgent que sa raison d'être demeure. Nul ne peut nier le besoin d'offrir un éventail complet de services en éducation post-secondaire aux futures générations franco-ontariennes, et les avantages qui en découleraient pour notre collectivité. Nous ne pouvons malheureusement pas nous leurrer en nous imaginant que la lutte pour la survie est terminée. Comme dans le passé, la situation nécessite un effort concerté de la part de la communauté pour revendiquer ses droits. Avec l'apport d'immigrants francophones du monde entier qui renforce la communauté franco-ontarienne, le futur est assuré. Il est impératif que les structures éducatives, professionnelles et culturelles soient également en place pour répondre aux besoins des Francophones. Une action vigoureuse et concertée est la seule solution.

Références

- Bacon, Jean. « Constructing Collective Ethnic Identities: The Case of Second Generation Asian Indians ». *Qualitative Sociology* 22,2 (1999) : 141-160.
- Courchesne, Michel. « André Paiement : Père de la francophonie ontarienne ». *Revue du Nouvel Ontario* 9 (1987): 145-146.
- Desbiens, Patrice. *L'espace qui reste*. Ottawa : Prise de parole, 1979.

- Frenette, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2001.
- Gilbert, Anne. *Espaces franco-ontariens*. Hearst : Éditions du Nordir, 1999.
- Gilbert, Anne, et Nicole Richer. « La transition vers nos établissements d'enseignement en Ontario français ». 1996. www.edu.gov.on.ca/fre/document/reports/transit.html#6.
- Gouvernement du Canada. *Loi sur les Langues officielles*. 1985. <http://lois.justice.gc.ca/fr/>
- Grenier, Gilles. « Linguistic and Economic Characteristics of Francophone Minorities in Canada: A Comparison of Ontario and New Brunswick. » *Journal of Multilingual and Multicultural Development* 18,4 (1997): 285-301.
- Gigliotti et al. v. Collège des Grands Lacs et al. No. 716/01 & 521/03. McGee, Sean, et Annie Berthiaume. « Sommaire des plaidoiries. » 2005.
- Industrie Canada et Patrimoine Canadien. Démographie. 2005-03-22. Atlas francophonie. <http://franco.ca/>
- Tremblay, Gaston. « Celui qui implose dans le vacuum : de la difficulté de survivre dans le vacuum. » *Voix plurielles* 1,1 (2004): 2004-10-06 <http://www.brocku.ca/cfra>.

Notes

- ¹ Anne Gilbert et Nicole Richer, « La transition vers nos établissements d'enseignement en Ontario français » (1996) 5.
- ² Loi sur les langues officielles 1985 <http://lois.justice.gc.ca/fr/>
- ³ Selon le recensement de 2001, la proportion des francophones nés à l'extérieur du Canada est passée de 4.8% en 1996 à 6.2% en 2001. Source : <http://franco.ca/>
- ⁴ Entre autres, consultez Bacon pour une étude ethnographique (1999), Frenette dans un contexte historique (2001), Gilbert pour une analyse d'ordre géographique (1999) et Grenier pour une étude socio-économique (1997).
- ⁵ Jean Bacon, « Constructing Collective Ethnic Identities: The Case of Second Generation Asian Indians » (*Qualitative Sociology* 22,2 1999) 141-2.
- ⁶ Anne Gilbert, *Espaces franco-ontariens* (Hearst : Éditions du Nordir, 1999) 16.
- ⁷ Gilbert 15.
- ⁸ Gilbert 11.
- ⁹ Gilbert 21.
- ¹⁰ Gilbert 156.
- ¹¹ Gilbert 16-7.
- ¹² Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français* (Montréal : Les Éditions du Boréal, 2001) 171.
- ¹³ Frenette 178.
- ¹⁴ Anne Gilbert, *Espaces franco-ontariens* (Hearst : Éditions du Nordir, 1999) 156.
- ¹⁵ Gilles Grenier, « Linguistic and Economic Characteristics of Francophone Minorities in Canada: A Comparison of Ontario and New Brunswick » (*Journal of Multilingual and Multicultural Development* 18,4 1997) 286.
- ¹⁶ Grenier 298.
- ¹⁷ Gigliotti et al. v. Collège des Grands Lacs et al. No. 716/01 & 521/03. McGee, Sean, et Annie Berthiaume. « Sommaire des plaidoiries ». 2005.
- ¹⁸ Gigliotti et al.
- ¹⁹ Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français* (Montréal : Les Éditions du Boréal, 2001) 179.
- ²⁰ Frenette 189.
- ²¹ Anne Gilbert et Nicole Richer, « La transition vers nos établissements d'enseignement en Ontario français » (1996)

4.

²² Gilbert et Richer 15.

²³ Gigliotti et al. v. Collège des Grands Lacs et al. No. 716/01 & 521/03. McGee, Sean, et Annie Berthiaume. « Sommaire des plaidoiries ». 2005

²⁴ Anne Gilbert et Nicole Richer, « La transition vers nos établissements d'enseignement en Ontario français » (1996) 18.

²⁵ Gilbert et Richer 19.

²⁶ Patrice Desbiens, *L'espace qui reste* (Ottawa : Prise de parole, 1979) 39.

²⁷ Michel Courchesne, « André Paiement : Père de la francophonie ontarienne » (*Revue du Nouvel Ontario* 9 1987) 145.

²⁸ Gaston Tremblay, « Celui qui implose dans le vacuum : de la difficulté de survivre dans le vacuum » (*Voix plurielles* 2 2004) 2.

²⁹ Anne Gilbert et Nicole Richer, « La transition vers nos établissements d'enseignement en Ontario français » (1996) 6.

³⁰ Gilbert et Richer 7.

³¹ Gigliotti et al. v. Collège des Grands Lacs et al. No. 716/01 & 521/03. McGee, Sean, et Annie Berthiaume. « Sommaire des plaidoiries ». 2005.

³² Site de Radio-Canada <<http://www.radio-canada.ca/regions/ontario>>